



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

négociations

Question au Gouvernement n° 825

Texte de la question

CONFÉRENCE SOCIALE

M. le président. La parole est à Mme Catherine Lemorton, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Catherine Lemorton. Monsieur le Premier ministre, vous receviez hier à Matignon les partenaires sociaux pour préparer la seconde conférence sociale qui se tiendra les 20 et 21 juin prochains. (*" Allô ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Après un an d'action du Gouvernement au service des Français, chacun peut mesurer la pertinence de votre méthode, à savoir le dialogue social. Cette méthode a permis aux partenaires sociaux d'élaborer des compromis utiles...

M. Pierre Lellouche. Personne ne le croit !

Mme Catherine Lemorton. ...pour mettre en oeuvre les contrats de génération, utiles pour lancer les emplois d'avenir,...

Plusieurs députés du groupe UMP. Cela ne marche pas !

Mme Catherine Lemorton. ...utiles pour sécuriser l'emploi, utiles pour conforter le pacte de compétitivité.

Oui, monsieur le Premier ministre, nous sommes fiers d'appartenir à une majorité qui privilégie le dialogue social. Comme vous, nous attendons beaucoup de cette démarche pour réfléchir aux chantiers encore nombreux qui s'ouvrent, car la tâche est immense.

Bien sûr, il y a la crise, bien sûr... mais aussi l'héritage ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Oui, mes chers collègues : l'héritage laissé par dix ans de politique de droite.

M. Thierry Mariani. Vous êtes au pouvoir depuis un an, maintenant !

Mme Catherine Lemorton. Monsieur le Premier ministre, l'émergence de la démocratie sociale ne conduit pas à l'effacement du rôle du Parlement. Bien au contraire, il nous revient de peser sur les orientations retenues par les partenaires sociaux, de les inscrire dans la durée et de veiller à leur mise en oeuvre effective.

Mme Bérengère Poletti. C'est du bla-bla !

Mme Catherine Lemorton. La démocratie politique et la démocratie sociale ne sont pas antagonistes. Elles doivent au contraire se compléter et s'enrichir, et c'est la mission que nous nous assignons pour compléter votre action - en tout cas, de ce côté-ci de l'hémicycle.

Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous éclairer la représentation nationale sur la nature des chantiers qui vont s'ouvrir et le calendrier prévu ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Madame la présidente Catherine Lemorton, vous avez raison d'insister sur l'importance de la réunion d'hier.

M. Guy Geoffroy. C'est décisif !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. J'ai reçu, entouré des ministres concernés, chacune des organisations syndicales, patronales et de salariés. Ce moment particulièrement riche et intense a montré l'attachement profond des partenaires sociaux à la démarche initiée par le Gouvernement il y a maintenant un an. Cette démarche a commencé avec la grande conférence sociale dont nous allons tirer le bilan cette année et sera poursuivie par une deuxième étape, la nouvelle conférence sociale qui se tiendra les 20 et 21 juin prochains.

M. François Rochebloine. Entre temps, vous aurez peut-être disparu !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Le dialogue social et la démocratie sociale sont l'une des marques de fabrique de ce Gouvernement. Je revendique haut et fort cette méthode. Cette deuxième conférence sociale nous permettra de faire le bilan de ce qui a été engagé et qui vous a permis, mesdames et messieurs les députés, de légiférer : les emplois d'avenir (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), les contrats de génération,...

Mme Bérengère Poletti. Cela ne marche pas !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. ...l'accord interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi, le pacte de compétitivité pour la croissance et l'emploi.

M. Guy Geoffroy. C'est du pipeau !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Un an après, nous serons en mesure de montrer que c'est la voie du redressement du pays. Chaque organisation syndicale est attachée à ce que cette démarche s'inscrive dans la durée.

Il y a d'autres chantiers. Celui de la formation professionnelle, pour commencer. Celui aussi de l'avenir de notre système de retraite (" *Ah !* " *sur plusieurs bancs du groupe UMP*), avec plusieurs défis : assurer le financement des retraites pour aujourd'hui et pour demain, sauver le régime par répartition et corriger les injustices. Tous ces sujets seront à l'ordre du jour de la deuxième conférence sociale.

Notre pays a besoin de réformes profondes. Sur aucun de ces enjeux, le Gouvernement n'a l'intention de renoncer.

M. Guy Geoffroy. Oh là !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Mais il n'a pas non plus l'intention de passer en force. La voie du dialogue et de la négociation est la voie de la réussite pour le redressement de la France.

Nous ne le ferons pas seuls : les partenaires sociaux sont là. Au-delà de leurs différences, ils partagent la même ambition : réussir la bataille de la croissance, la bataille de l'emploi, la bataille qui permettra aussi de préserver et de sauver le système social et républicain français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Lemorton](#)

Circonscription : Haute-Garonne (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 825

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 mai 2013](#)